LA GRÈVE DES SYNDICATS AUTONOMES SUIVIE À 85%

Le SOS des fonctionnaires

Quinze syndicats autonomes sont montés au créneau depuis hier, pour dénoncer la marginalisation et l'exclusion qui leur sont infligées par les pouvoirs publics. La Coordination nationale des syndicats autonomes qui évaluait dans l'après-midi d'hier l'adhésion des travailleurs de la Fonction publique à l'appel de grève de deux jours, s'est dit satisfaite de la mobilisation des fonctionnaires qui ont compris les enjeux de ce mouvement, tout en dénonçant les intimidations et les tentatives de déstabilisation de l'administration, pour faire avorter le mouvement de protestation.

Rosa. Mansouri - Alger (Le Soir) - Si un taux de suivi national allant de 85 à 90% a été annoncé, la coordination qui représente 12 syndicats, ne s'attarde pas toutefois sur les chiffres en mettant en avant la résistance des fonctionnaires et leur détermination à faire valoir leurs droits.

Le droit à un salaire digne et respectable. Le droit à l'expression et à la considération. Car au-delà des revendications salariales légitimes et incontestables, les syndicats autonomes exigent le respect. Ils demandent l'ouverture des portes du dialogue avec leurs tutelles respectives et aussi avec le chef de gouvernement, puisque la question salariale relève directement de ses prérogatives.

Lors d'un point de presse animé hier, les membres de la coordination, des représentants des différents syndicats en grève, ont exprimé leur ras-le-bol face au mutisme méprisant de la chefferie du gouvernement. Ils déplorent le fait qu'aucun dialogue n'a été amorcé pour apaiser les tensions. «Au contraire, aujourd'hui le médecin et l'enseignant sont devenus de vulgaires voyous avec lesquels le seul dialogue possible est celui de la justice», regrette Dr. Merabet, secrétaire général de la coordination. Il a été constaté en effet, que les différents ministères n'ont pas recouru aux procédures légales de médiation et de dialogue, avant de s'adresser à la justice.

L'existence même des syndicats autonomes est rejetée, voire ignorée, sauf pour mettre en exécution le rouleau compresseur, par des menaces de représailles administratives, comme c'est le cas pour la majorité des syndicats, ou juridiques, à l'exemple de l'huissier de justice dépêché hier chez le syndicat des psychologues, pour lui signifier l'illégalité de sa grève. «Le pouvoir fait tout pour pousser les fonctionnaires à radicaliser leurs actions. Et c'est ce que nous allons faire si le chef de gouvernement refuse de nous recevoir et de dialoguer avec nous», a signalé M. Merabet, qui annonçait un déplacement devant la chefferie de gouvernement aujourd'hui pour une demande d'audience.

Le conférencier indique que la situation de pourrissement n'est malheureusement pas provisoire mais s'est installée dans la durée, sachant que les augmentations ne reflètent point une nouvelle grille des salaires. De même la dégradation du pouvoir d'achat des citoyens, la montée vertigineuse des prix des produits alimentaires font que la situation sociale et économique des Algériens reste déplorable.

Les membres de la coordination regrette que l'Ugta, qui s'approprie les acquis arrachés par les fonctionnaires après plusieurs mouvements de protestations, n'a pu obtenir cette insignifiante augmentation qu'après 5156 rencontres avec la Fonction publique et le gouvernement. Soit après 14 années de négociations, au regard du nombre des rencontres. «On s'interroge, si après toutes ces rencontres, l'Ugta est revenue après l'adoption de la nouvelle grille des salaires sur ses soi-disant acquis, pour demander une indemnité complémentaire», soutient M. Merabet, pour démontrer le discours contradictoire de la Centrale syndicale qui désormais est devenue le porte-parole du pouvoir. «Nous n'allons faire ni la campagne pour x, ni pour y. Nous ne faisons pas de politique, nous sommes là pour arracher les droits des fonctionnaires du secteur public», a souligné le professeur Yousfi, qui refuse toute confusion sur la nature du mouvement des syndicats.

«Les partis politiques sont mis à plat ventre, nous sommes la seule force qui continue à faire de la résistance au profit des travailleurs et nous n'allons pas nous taire», ajoute-t-il. Au-delà de ce contexte, M. Kedad, président du syndicat des psychologues est allé encore plus loin son analyse de la situation actuelle.

«Regardez ce qui se passe autour de nous. Les harraga sont jetés en prison au lieu de les écouter, la violence est répandue sur toute la société, les syndicats réprimés, les libertés d'expression étouffées. Huit millions d'Algériens sont analphabètes. Alors qu'est-ce que le pouvoir politique veut-il faire de ce pays ?», s'insurge-t-il. «N'est-ce pas l'échec dévoilé du système en place ?», s'interroge-t-il, en réaffirmant l'engagement des syndicats autonomes à faire valoir leurs revendications, quitte à sortir dans la rue. Une hypothèse qui, d'ailleurs, n'est pas écartée des discussions dans le cadre du durcissement du mouvement de protestation.

R. M.

CONSTANTINE

La démobilisation

Les informations recueillies ici et là à travers la ville de Constantine s'agissant de la grève entamée hier dans le secteur de la Fonction publique par une vingtaine de syndicats autonomes à l'échelle nationale n'indiquent guère un suivi du mot d'ordre donné par la coordination de ces organisations syndicales.

Certains syndicalistes justifient ce résultat, notamment dans le secteur de l'éducation, par l'instruction ministérielle portant ponctions sur les salaires des grévistes ; d'autres, parmi ces derniers, avouent qu'il s'agit bien de l'indifférence des travailleurs vis-à-vis de ce mouvement de protestation.

Mis à part les enseignants du secondaire, encadrés par le Cnapest et le Snapest, où le taux d'adhésion à la grève a atteint les 70%, selon les délégués de ces syndicats, la participation des enseignants des autres paliers de l'enseignement était insignifiante, voire inexistante. Dans l'ensemble, les meneurs de ce débrayage n'ont pas réussi à mobiliser leurs pairs. On parle du côté de l'Unpef d'un taux de suivi avoisinant les 50%. «C'est un état de fait dû, peut-être, à la mesure prise par le ministère de l'Education qui vise à bloquer, dès maintenant, le mouvement de protestation après que les syndicats eurent promis l'escalade à l'approche des examens officiels, le bac le BEM», explique un syndicaliste du SNTE.

La lecture des chiffres communiqués par la Direction de l'éducation de la wilaya de Constantine en la matière minimise davantage l'impact de ce débrayage. Ladite administration avait, en fait, avancé un taux général de grève de l'ordre de 6%. Les grévistes sont répartis comme suit sur les trois paliers de l'enseignement : 20 % dans le secondaire, 3 % dans le moyen et 1 % au primaire. Ainsi, les maîtres-assistants en sciences médicales qui sont tenus, sur un autre chapitre, par l'obligation d'assurer un service minimum au niveau des hôpitaux, ont organisé une assemblée générale en l'occasion et une marche à l'intérieur du centre hospitalier universitaire de Constantine. Une vingtaine environ parmi ces maîtres-assistants avait fait acte de présence.

Le président du syndicat encadrant ce corps qui porte la double casquette hospitalo-universitaire, lui, a déploré la majoration misérable qu'il touchera en application de la nouvelle grille des salaires des travailleurs de la Fonction publique. «Ma rémunération augmentera exactement de 6 120 DA, soit de 38 000 à 44 000 DA dont 12 000 DA en guise de rémunération de mes activités à l'hôpital. Voilà la récompense de 12 années d'études et de tant d'expérience», conclut-il.

En tout état de cause, le fonctionnement du CHUC et des différents secteurs sanitaires de la wilaya n'a pas été perturbé. Le Syndicat algérien des paramédicaux et également le Snapap, qui comptent le plus d'adhérents à travers les structures sanitaires, n'ont pas participé à ce mouvement de protestation qui prendra fin demain.

Lyas Hallas

BOUIRA

Seul le Cnapest paralyse les lycées

La grève à laquelle ont appelé une vingtaine de syndicats autonomes de la Fonction publique n'a pas eu l'effet escompté au niveau de la wilaya de Bouira.

Hormis les lycées paralysés à 100% par le Cnapest, qui possède une représentativité jamais démentie au sein de ce palier, au niveau du moyen et du primaire, ainsi que dans les autres secteurs, la grève a été diversement appréciée. Ainsi, dans les lycées, d'après Yacine Hamraoui, membre du bureau national du Cnapest, la grève au niveau de la wilaya a été suivie avec un taux de 91,57% d'enseignants alors que pour les structures, à savoir les 34 lycées, elles ont été paralysées à 100%. Pour les autres paliers, le taux diffère d'une région à une autre. Ainsi, du côté des régions berbérophones, Haïzer, Bechloul et M'chedallah, la grève a été largement suivie et a dépassé les 80 % au niveau du primaire et du moyen avec quelques rares établissements qui ont fonctionné. Le même décor a été observé au niveau du chef-lieu de wilaya et les communes environnantes avec des grèves dans quelques écoles primaires et CEM seulement.

Au niveau des autres régions comme Sour-El-Ghozlane, Aïn-Bessam et Lakhdaria, aucune donnée chiffrée n'était disponible puisque ces deux paliers ne possèdent pas de structures syndicales ni de représentants pouvant faire le suivi et assumer ce mot d'ordre de grève. Par ailleurs, pour les autres secteurs, le décor est presque identique : très suivie au niveau des régions berbérophones tant au niveau des communes que dans les daïras, dans les autres régions ainsi qu'au niveau du chef-lieu, la grève a été très peu suivie. Cela est dû au manque d'implantation de plusieurs syndicats autonomes ayant adhéré au mot d'ordre de grève, comme le Cnes absent au centre universitaire de Bouira, ou encore, le Satef absent au niveau du primaire et du moyen, les syndicats des paramédicaux.

Y. Y.

BÉJAÏA

La consigne de débrayage respectée dans les lycées et les APC

La grève de trois jours à laquelle ont appelé les syndicats autonomes de la Fonction publique n'a pas connu à Béjaïa, hier dimanche, à son première journée, le franc succès escompté par ses initiateurs.

Le mot d'ordre de grève lancé par l'intersyndicale autonome pour dénoncer la nouvelle grille des salaires a été légèrement suivi dans les différents secteurs de la Fonction publique à travers la wilaya de Béjaïa.

La consigne de débrayage a été beaucoup plus suivie par les fonctionnaires municipaux, notamment dans les communes de Béjaïa, Sidi-Aïch, Toudja, Fenala, Sidi-Ayad et El Kseur où les différents services techniques ainsi que ceux des service de l'état civil ont été totalement paralysés.

Au niveau des services des impôts, le mouvement de protestation a été également largement suivi au niveau du chef-lieu de wilaya. Dans le secteur de l'éducation, seuls les enseignants du secondaire où le Cnapest est fortement représenté ont répondu favorablement au mot d'ordre de grève de l'Intersyndicale autonome.

Dans les établissements du moyen et du primaire, tout comme les autres administrations publiques à Béjaïa, le mouvement de protestation a été totalement ignoré. A travers les hôpitaux de la wilaya de Béjaïa, le débrayage a été uniquement observé par les médecins spécialistes.

A. Kersani

ANNABA

Mouvement largement suivi

Répondant au mot d'ordre de grève générale de deux jours lancé par la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique (CNSAFP), les travailleurs de la majorité des secteurs de l'administration publique de la wilaya d'Annaba ont débrayé hier dimanche.

Le mouvement a été particulièrement perceptible au chef-lieu de wilaya où les travailleurs affirment être déterminés à imposer leur revendication en matière de salaires. Pour également, ont-ils précisé, s'opposer à la politique des deux poids - deux mesures du gouvernement. Bien que le service minimum soit assuré, l'ensemble des services de l'administration publique dont ceux des communes et des hôpitaux, paraissaient, hier, frappés de paralysie.

«Si la coordination venait à décider d'une grève générale illimitée, nous sommes prêts à suivre son mot d'ordre même si cela devait nous coûter notre seule ressource qu'est notre bien maigre salaire. Il est indécent que le praticien du secteur public soit le moins payé non seulement par rapport aux autres secteurs du pays, mais également de tout le Maghreb», ont affirmé des médecins grévistes à l'hôpital Ibn-Sina.

Les mêmes déclarations et la même détermination sont clairement affichées un peu partout dans le milieu des travailleurs de la Fonction publique à Annaba.

A. Djabali